



HAL
open science

Construire des “ patrimoines ” culturels en mobilité : acteurs, circuits, réseaux

Aurélie Condevaux, Anais Leblon

► To cite this version:

Aurélie Condevaux, Anais Leblon. Construire des “ patrimoines ” culturels en mobilité : acteurs, circuits, réseaux. *Autrepart - Revue de sciences sociales au Sud*, 2017, 2016/2-3 (78-79), pp.5-20. 10.3917/autr.078.0005 . hal-01610656

HAL Id: hal-01610656

<https://hal.science/hal-01610656>

Submitted on 17 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Construire des « patrimoines » culturels en mobilité : acteurs, circuits, réseaux

Aurélie Condevaux et Anaïs Leblon***

Du 10 au 23 novembre 2014 s'est tenu à Papeete (Polynésie française) le Festival du tapa, lien culturel d'Océanie. Cet événement réunissait les représentants de plus de dix États ou archipels du Pacifique – fortement attachés à la spécificité de leurs identités et parlant des langues différentes – en vue de réfléchir à une candidature commune pour faire inscrire la production de tapa (tissu d'écorce) à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Cet exemple, parmi bien d'autres, montre qu'il est nécessaire de reconsidérer l'équation habituellement posée entre territoire (souvent national), identité et patrimoine ainsi que les effets de divers phénomènes – migrations internationales, mobilités nationales ou régionales, déplacements touristiques, circulation de l'information et des symboles, nomadisme, etc. – sur la construction des patrimoines.

Depuis une vingtaine d'années, le champ des études patrimoniales a été fortement investi par les chercheurs en sciences sociales, en raison de son caractère pertinent pour aborder le changement social. L'étude des patrimonialisations, qui renvoie plus largement au rapport des sociétés à leur passé, à leur histoire et à leurs origines, offre une clef de compréhension de la manière dont des individus et des groupes définissent leur place sur le territoire et investissent leur présent et leur avenir. Le point de vue constructiviste préférant le terme de patrimonialisation pour qualifier le processus de désignation et de sélection du patrimoine [Hertz, Chappaz-Wirthner, 2012] fait désormais consensus. L'ethnographie des patrimonialisations s'est ainsi progressivement concentrée sur les manières de « fabriquer le patrimoine » [Heinich, 2009], de « faire le patrimoine » [Harvey, 2001], les mises en mémoire [Ciarcia, 2006, 2008a, 2008b] et les modalités de la transmission [Berliner, 2010].

* Maîtresse de conférences en anthropologie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, EIREST (EA 7337).

** Maîtresse de conférences en anthropologie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, LAVUE (UMR CNRS 7218).

L'un des apports des études anthropologiques s'intéressant à la production des catégories patrimoniales [Bortolotto, 2011 ; Berliner, Bortolotto, 2013] et aux effets sociaux des classements et des politiques culturelles internationales [Ciarcia, 2003 ; Smith, 2006 ; Adell *et al.*, 2015] a été de montrer que le patrimoine n'est pas une catégorie universelle [Collomb, 1998]. L'internationalisation des politiques patrimoniales implique au contraire des opérations de traduction et de circulation des vocabulaires du patrimoine, qui doivent être examinées [Bondaz *et al.*, 2014]. Le champ patrimonial apparaît alors comme une scène où se joue la rencontre entre des instances définissant les normes patrimoniales selon des valeurs qui prétendent à l'universel et des acteurs porteurs de leurs propres projets de société, souvent en quête d'une définition d'une identité collective. Ainsi, au-delà d'une approche « par le haut » des patrimonialisations, des chercheurs ont montré qu'il était nécessaire de s'intéresser aux actes ordinaires auxquels les entreprises de transmission donnent lieu [Rautenberg, 2003 ; Isnart, 2012 ; Hertz, Chappaz-Wirthner, 2012]. Cela permet de rendre compte de l'importance prise par les associations et la société civile dans les démarches patrimoniales, tout en s'interrogeant sur les logiques de légitimation que l'idée de participation recouvre [Pirotte, 2007]. Les usages du patrimoine, parfois contradictoires et contestataires sont bien souvent les éléments centraux de ces réflexions [Gravari-Barbas, Veschambres, 2003 ; Fabre, Iuso, 2010 ; Isnart, Leblon, 2012]. Les approches se focalisent alors sur le sens que les acteurs donnent aux objets qualifiés de patrimoine, aux pratiques concrètes, aux représentations, autant qu'à la manière dont ces dernières sont travaillées par les dynamiques sociopolitiques et territoriales des contextes dans lesquels elles s'inscrivent.

Devant l'ampleur de la question patrimoniale dans les sciences sociales aujourd'hui [Clavairolle, 2014] – et en particulier en ethnologie –, on pourrait être tenté de reprendre le terme de « folie », utilisé, il y a déjà quelques années par H.P. Jeudy [1990], pour décrire l'extension des catégories de biens et des acteurs touchés par le processus. L'état de la recherche actuelle sur le patrimoine, en ce qui concerne le nombre de publications – auxquelles ce numéro participe – d'événements scientifiques, de programmes financés, de réseaux, d'associations, peut en effet donner le vertige. Dans un tel contexte, on comprend aisément que cette thématique suscite une certaine suspicion [Hertz, Chappaz-Wirthner, 2012]. Est-ce uniquement un effet de mode, peut-être déjà un peu dépassé, ou le reflet de la « crise du présentisme » qu'ont connue les sociétés occidentales ? Nous avançons, bien au contraire, qu'il est nécessaire de renouveler la réflexion sur ce « nouveau régime de temporalité » dont parle F. Hartog [1998, p. 16], caractérisé par un nouveau rapport à la mémoire et au passé, et se traduisant par une « ardente obligation » du patrimoine [*Op. cit.*, 1998, p. 4], en considérant que, autant qu'un rapport au temps, les processus de patrimonialisation traduisent un rapport à l'espace et au territoire. Or ce rapport connaît des transformations sans précédent. Dans un monde caractérisé, sinon par une fin de l'État-nation [Appadurai, 2005], du moins par une accélération des flux transnationaux, une mobilité importante des biens, des personnes, des idées et des pratiques qui s'inscrivent dans des

territoires multiples. Le patrimoine n'échappe pas à ce contexte et il devient urgent d'interroger les effets des mobilités sur le patrimoine : que font-elles à la construction des patrimoines et, inversement, que font les patrimoines aux mobilités ?

Sans perdre de vue que le « [...] le patrimoine, ça n'a jamais été la continuité, mais d'abord la rupture, ou au moins, la conscience d'une distance [...] » [Hartog, 1998, p. 15], nous proposons dans ce numéro thématique d'examiner spécifiquement les ruptures liées à la mobilité, aux circulations, aux déplacements, qu'ils concernent les acteurs de la patrimonialisation, les objets, les pratiques et les biens patrimonialisés ou les modèles patrimoniaux. L'insistance sur l'immobilisme dans les études du patrimoine, en partie due au paradigme national hégémonique construit par les pouvoirs étatiques [Isnart, Catrina, 2014, p. 10] a pendant longtemps empêché d'interroger ces mobilités. Pourtant, porter l'attention sur ces dernières selon une perspective qui se nourrit des travaux effectués sur les religions transnationales [Argyriadis, Capone, de la Torre, Mary, 2012] est heuristiquement pertinent. Le constat selon lequel « la globalisation, dans ses formes contemporaines a un impact sans commune mesure sur le déplacement de pratiques religieuses qui jusque-là étaient restées profondément ancrées dans des traditions, des territoires et des groupes sociaux spécifiques, notamment ethnonationaux » [*op. cit.*, p. 13] peut en effet s'appliquer aux pratiques et aux biens patrimonialisés. Ainsi, loin de penser que tout a été dit sur le patrimoine, nous avons choisi de placer au centre de l'attention les réseaux culturels, politiques, économiques, scientifiques, d'acteurs, qui participent à l'élaboration des patrimoines dans le contexte contemporain de circulations transnationales.

Jusqu'à présent, ces questions ont surtout été posées à propos des liens entre patrimoine et migration. Comme le rappelle M. Rautenberg [2007], il y a encore peu de temps, l'association de ces deux termes aurait pu paraître incongrue tant le patrimoine, en France en particulier, « a servi à construire et à renforcer, suivant ce mouvement inaugural de la Révolution, "l'imaginaire national" ». Dans le même sens, A. Dumont et J. Garnier [2012, p. 76, note 7] faisaient le constat que le dossier « Migrations et patrimonialisation en débats » de la revue *Ethnographiques.org*, publié en 2007 [Bouillon, Sévin, 2007], malgré son titre, illustre encore l'absence d'articulation entre ces deux problématiques. La pertinence d'un tel croisement paraît cependant évidente tant l'équation entre patrimoine et nation vacille [Rautenberg cité par Bertheleu, 2014]. L'expérience migratoire est en effet de plus en plus analysée comme une rupture favorable à l'émergence de récits nostalgiques et d'actions patrimoniales. Le développement récent des séminaires et appels à communication sur cette thématique vient d'ailleurs en confirmer l'importance¹.

Les questionnements sur le lien entre patrimoine et migration se sont développés selon une perspective double : d'un côté, la patrimonialisation *des*

1. Le thème des « mémoires et patrimonialisations des migrations » fait l'objet d'un séminaire organisé depuis plusieurs années à l'EHESS par Michèle Baussant, Marina Chauliac, Irène dos Santos, Évelyne

migrations, de l'autre les patrimonialisations *en* migration. La première propose une réflexion sur la place réservée aux immigrations dans la constitution de patrimoines nationaux [Rautenberg, 2007 ; Noiriél, 2007 ; Garnier, Dumont, 2012 ; Barbe, Chauliac, 2014]. Les chercheurs se concentrent alors sur le traitement de l'histoire de l'immigration et du lien au pays d'origine [*Les Cahiers du Framespa*, 2007]. Ils font état des rapports intimes et collectifs à la mémoire du pays d'origine [Baussant, 2002 ; Fabbiano, 2007 ; Isnart, Feschet, 2013 ; Belkacem, 2013], la transmission de l'expérience migratoire [Baussant, 2002], la mise en récit de cette expérience [Fabbiano, 2007, 2009], la réminiscence du lien au pays d'origine, l'expression identitaire transposée dans les pays d'accueil ainsi que le traitement de cette histoire migratoire au travers de l'histoire nationale. Les travaux consacrés à ces questions révèlent souvent le difficile traitement de cette histoire migratoire, et dans une certaine mesure coloniale, par les pouvoirs publics et la place à lui donner dans une histoire nationale commune [Barou, 2000 ; Rautenberg, 2007 ; Noiriél, 2007 ; Garnier, Dumont, 2012]. Les chercheurs constatent que « le niveau national s'accommode encore difficilement des mémoires s'inscrivant dans des cadres régionaux ou transnationaux, familiaux ou communautaires » [Rodet, Reinprecht, 2013, p. 12]. Le « prisme national » reste souvent le niveau à partir duquel penser les patrimonialisations, ce qui revient pour certains « à exclure les mémoires subalternes » [*Ibid.*]. Dans le contexte français, cette difficulté a été rendue particulièrement visible par les débats soulevés autour de l'héritage esclavagiste, dont se sont saisis historiens et anthropologues, ou encore ceux ayant entouré la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration². Alors que cette dernière pouvait être perçue comme un moyen de donner une place plus visible dans la société française aux migrants et à des histoires douloureuses, elle a en même temps été décriée comme participant à la marginalisation des migrants, placés de fait en dehors de la société [Fourcade, Legrand, 2008, p. 5]. Dans ce contexte de « crises mémorielles », les approches symboliques et culturalistes des héritages culturels sont dépassées au profit d'une approche politique dans laquelle, l'étude de l'« [...] "exposition" de mémoires orchestrées par les "entrepreneurs de mémoire" », et qui répondent à un devoir de mémoire oscillant entre repentance, pardon et mise en place de politiques publiques, n'a pas comme objectif « [...] une simple restitution du savoir historique, mais bel et bien (celui) de définir une mémoire collective spécifique qui organise les identités de groupe et leurs frontières [...] » [Dubois, 2000, cité par Rodet, Reinprecht, 2013, p. 11].

Ribert et Nancy Venel. Un projet de recherche mené au sein de l'équipe CITERE à Tours a également abouti à la publication d'un ouvrage sur le sujet [Bertheleu, 2014]. Un panel du colloque « Revendications et contestations patrimoniales : perspectives européennes », organisé par l'École nationale supérieure d'architecture Paris Val-de-Seine en décembre 2014 posait aussi la question de l'entrée des migrants dans le champ patrimonial. Le projet de ce numéro thématique est lui-même né d'une journée d'étude intitulée « Patrimonialisations en migration » organisée à l'Institut national d'histoire de l'art en janvier 2014. L'intérêt pour ce sujet traverse les frontières disciplinaires : histoire [Zuccha Micheletto, 2010], géographie [Dumont, 2014], sociologie [Bertheleu, 2014], anthropologie [Isnart, Catrina, 2014].

2. Voir par exemple : Cohen [2007] ; Monjaret, Roustan [2012].

La seconde perspective, la patrimonialisation en migration, étroitement liée à la première, traite des dynamiques patrimoniales des populations ayant connu des mouvements migratoires, de la constitution et de la circulation de patrimoines culturels matériels et immatériels parmi elles [Fabbiano, 2007 ; Museum international, 2007 ; Fourcade, Legrand, 2008 ; Roda, 2011]. En partant de l'hypothèse que la patrimonialisation est une construction sociale sensible aux contextes historiques et sociaux dans lesquels elle s'inscrit, comme à la trajectoire des acteurs qui la font, les nouveaux contextes de vie des migrants sont appréhendés comme des lieux où se construisent non seulement une mémoire de l'immigration, mais aussi des patrimonialisations. Il s'agit alors de comprendre ce que ces migrants³, à un moment donné, jugent nécessaire de conserver et de transmettre, mais aussi d'observer quels sont les valeurs culturelles et identitaires et les enjeux politiques qui légitiment, pour eux, cette transmission. Sur ce dernier point, H. Bertheleu [2014, p. 14] se demande, par exemple, si les actions patrimoniales en contexte migratoire permettent l'affirmation d'identités simplifiées (communautaires) ou au contraire multiples/hybrides. Ce thème a particulièrement été investi dans le cadre des discussions portant sur la diaspora africaine en Amérique [Guedj, 2009]. On voit alors combien le concept de patrimoine croise celui de mémoire, en particulier de mémoire collective, souvent envisagée comme un ingrédient essentiel aux processus de communalisation, entendus comme la construction d'un sentiment subjectif d'appartenance à une même communauté [Bertheleu, 2014], mais aussi la question des innovations, réinventions ou créations. En ce sens, les processus décrits à propos des « communautés imaginées » [Anderson, 1996] ou des « traditions inventées » [Hobsbawm, Ranger, 1983] propres à la constitution des États-nations en Europe ne semblent pas si éloignés de ce qui se passe à l'échelle des groupes minoritaires ou subalternes aujourd'hui partout dans le monde. Au contraire, ce processus semble même être accéléré par l'accroissement des possibilités de mobilités permises par la globalisation.

Que ce soit le patrimoine des migrations ou les patrimonialisations en migration, les différentes dynamiques évoquées renvoient à la question de la reconnaissance de ces groupes, minoritaires ou pensés comme tels, dans la société d'installation ou dans celles de départ [Fourcade, Legrand, 2008], et plus largement dans les espaces qu'ils traversent. En tant que processus d'institutionnalisation, la construction du patrimoine est avant tout affaire de reconnaissance et de légitimation. Accorder l'accès des patrimoines des migrations ou des migrants à l'espace public peut, par exemple, traduire la volonté de « réparer » des inégalités dans le champ politique et économique [Bertheleu, 2014, p. 22].

Tout en continuant à interroger les effets des migrations sur la production patrimoniale, l'enjeu de ce numéro est cependant d'étendre le champ de recherche à d'autres formes de mobilités contemporaines et de circulations transnationales. Les résultats de l'ARP (Atelier de réflexion prospective, financé par l'Agence

3. Ce terme, comme le souligne C. Bordes-Benayoun [2012, p. 25] a remplacé celui d'immigré et permet de ne pas partir d'un présupposé quant à la direction des parcours.

nationale de la recherche) *Les horizons du patrimoine culturel*, dirigé par le consortium PA.TER.MONDI⁴ entre janvier 2013 et mars 2014, invitaient déjà à un tel élargissement en mettant en lumière la nécessité de prendre en compte toute la diversité des mobilités contemporaines dans l'étude du patrimoine : non seulement les migrations (diasporas), mais aussi l'impact du numérique, du tourisme ou encore des politiques de restitution⁵. Nous nous sommes ainsi fixé comme objectif de saisir ce que les avancées des recherches récentes sur les migrations, le transnationalisme, les circulations internationales et la globalisation pouvaient apporter à l'analyse des patrimonialisations et des processus d'instauration de la culture.

Pour rendre compte des pratiques intenses d'échange maintenues dans un contexte de mobilité, les concepts de diaspora et de transnationalisme, qui ont gagné en importance et en visibilité ces dernières années, sont utiles. Le terme de diaspora, aujourd'hui utilisé dans son acception élargie, ne renvoie plus seulement aux dispersions traumatiques, mais aussi aux phénomènes migratoires qui se traduisent par l'extension de la terre d'origine au-delà de ses frontières, accompagnés d'une idéalisation de cette dernière, du maintien de liens étroits entre les migrants et leur société d'origine et d'un fort sentiment d'identité partagée [Bordes-Benayoun, 2012 ; Misrahi-Barak, Raynaud, 2014 ; Spoonley, 2001]. Pour M. Hovanessian [1998], « les diasporas ne se mesurent plus uniquement en termes de dissémination spatiale et de mobilités migratoires, mais en matière de projet identitaire » et, dans ce mouvement et en dépit de l'acquisition de nouvelles citoyennetés, les identifications débordent les cadres nationaux. Ces constats rappellent l'urgence à prendre en compte l'absence de correspondance entre territoire, identité et patrimoine.

En lien avec cette notion, celle de transnationalisme peut être définie comme l'ensemble des pratiques qui permettent de fonder ou d'entretenir des relations sociales transfrontalières, sans nécessairement faire référence au pays d'origine [Basch, Glick-Schiller, Szanton Blanc, 1994 ; Lee, 2011 ; Loch, Barou, 2012] puisque cela inclut également les relations intradiasporiques. Mais surtout, le concept de transnationalisme permet de dépasser l'idée que seuls les acteurs seraient concernés par la mobilité, en mettant l'accent sur celle des pratiques et des objets [Lee, 2011]. En dépit de la critique dont ces termes ont fait l'objet en tant que concepts [Bordes-Benayoun, 2012], leur usage, au-delà d'un effet de mode, invite à porter le regard sur des pratiques transnationales qui ne sont pas limitées à celles des migrants et de leurs descendants. Comme l'a montré S. Capone, le mouvement afro s'est par exemple construit sur différents continents (Amériques, Europe, Afrique) à travers la définition d'un patrimoine commun par des acteurs, en particulier des artistes et des intellectuels, très mobiles, mais non nécessairement migrants [Capone, 2015]. Interroger les

4. Le consortium PA.TER.MONDI (patrimoine-territoire-mondialisation) de l'Atelier de réflexion prospective (ARP) *Nouveaux défis pour le patrimoine culturel*.

5. www.univ-paris1.fr/colloques/horizons/3-thematiques-relations-mobilites-circulations-valeurs/mobilitescirculations/#c582498

patrimonialisations sous l'angle des mobilités transnationales, comme d'autres objets classiques des sciences sociales tels que la religion, l'économie, la musique, ou les médias, est ainsi une manière de prendre en considération le contexte mondialisé dans lequel ces processus opèrent et de rendre compte des jeux d'échelle à l'œuvre. Aborder le patrimoine à partir du transnationalisme, c'est aussi partir du constat que les sentiments d'appartenance, étroitement liés à la question patrimoniale, peuvent se construire dans une multilocalité, les acteurs se mouvant au sein d'espaces de références multiples. Selon quelles modalités et à partir de quelles ressources des communautés imaginées se créent-elles ? Quels sont les processus de territorialisation/déterritorialisation, délocalisation/relocalisation des patrimoines à l'œuvre ?

En tenant compte à la fois de l'ancrage local et transnational des pratiques observées, il devient possible de mettre l'accent non plus uniquement sur une relation binaire pays (ou région) d'origine/pays (région) d'accueil, et tout ce qui se joue comme pertes ou comme transformations dans ce mouvement, mais plutôt sur les relations tissées en réseaux. Cette troisième notion occupe une place importante dans l'approche proposée, et invite à considérer dans un même regard les multiples espaces parcourus, physiques ou virtuels, par les acteurs patrimoniaux (migrants, touristes, acteurs associatifs, néoruraux, etc.) comme des lieux connectés et interdépendants où divers éléments – musique, projet muséal, fêtes, objets – sont produits en tant que patrimoine. Comme le résume P. Spoonley : « *The interest in the significant migration flows that characterise the second half of the twentieth century has now been supplemented by the intensification of linkages amongst diasporic communities, and their contribution to the creation and maintenance of global networks.* » [2001, p. 81].

Par ailleurs, élargir la thématique à la mobilité permet aussi d'inclure des mobilités intranationales ou régionales, notamment ville-campagne, campagne-ville, Sud-Sud, etc. [Veschambres cité par Dumont, 2014, p. 89 ; Geneix-Rabault, dans ce numéro]. En tenant compte de ces différentes formes de déplacements, l'enjeu demeure l'analyse des formes discontinues que prennent les territoires et les identités de référence des individus dans le déploiement de réseaux, tout en se demandant quels termes utiliser pour qualifier au mieux ces processus : circulatoires, migratoires ou transnationaux ? [Dumont, 2014].

Les diverses contributions s'attachent ainsi à montrer le rôle de la circulation des acteurs (Aterianus, Rinaudo, Hémond), des idées et des modèles de conservation (Boukhris), des objets (Geneix-Rabault, Hémond), des pratiques (Condevaux) ou même des modes d'exposition (Chevalier) dans les processus de mise en patrimoine au sens large. Aline Hémond et Christian Rinaudo proposent deux ethnographies fines des réseaux d'acteurs ayant permis la promotion patrimoniale des créations picturales sur papier d'écorce appelées *amates* (Hémond) et du *son jaracho* (Rinaudo) entre le Mexique, les États-Unis et l'Europe. Dans leurs descriptions, les artistes croisent les entrepreneurs patrimoniaux, des professionnels de l'industrie artistique ou muséale. Au Costa Rica, une élite costaricienne éduquée

aux États-Unis et la venue de scientifiques étrangers ont joué des rôles clefs dans la mise en place des parcs nationaux (Boukhris). Ainsi, le facteur déclencheur de patrimonialisation n'est pas une expérience migratoire, mais bien plutôt les circulations d'individus et de savoirs scientifiques dans des réseaux historiquement constitués. Dans un cas plus classique d'aller-retour entre le pays d'origine et le pays d'installation (dans ce cas temporaire), Alice Aterianus montre le poids joué par l'expérience de l'exil dans le rapport à la tradition chez des musiciens gabonais.

Examiner le rôle des actions de valorisation du patrimoine – qu'elles résultent de politiques publiques ou non : demandes de restitution, circuits commerciaux, réseaux sociaux liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) – dans la diffusion de celui-ci, permet aussi d'éclairer sous un jour nouveau la mobilité des pratiques et des objets eux-mêmes, de faire l'histoire des carrières ou des vies sociales de ces derniers [Appadurai, 1986] : à quel point de leur trajectoire et sous quelles conditions les pratiques ou les objets changent-ils de statut ? Selon quels processus le patrimoine peut-il être re- ou dé-qualifié dans ces circulations ? Répondre à ces questions implique de décrire les processus de production de sens, de réception et d'appropriation [Argyriadis, de la Torre, 2012, p. 14], mais aussi de resémantisation de biens qualifiés de patrimoines.

Les questions relatives à la mobilité des objets et des pratiques elles-mêmes peuvent expliquer qu'un grand nombre de propositions retenues pour ce numéro concernent des pratiques dites immatérielles, en particulier musicales et dansées (Apprill, Aterianus, Clavé-Mercier, Condevaux, Dubos, Geneix-Rabault, Rinaudo, Roda). Cela n'est bien sûr pas dû au hasard : ces pratiques, par définition plus mobiles que les objets ou surtout les biens monumentaux, peuvent aisément circuler et être recontextualisées dans de nouveaux lieux d'installation. A. Dubos livre un regard de praticienne sur les transformations que divers acteurs font subir au *Kathakali*, forme théâtrale dansée du Kerala, qui se déplace de l'Inde à l'Europe, et est transmise de professionnels à des enfants immigrés en France. Dans le projet artistique auquel elle participe, la création semble d'ailleurs finalement transcender les motivations patrimoniales sous-jacentes à la mise sur pied de la pièce *Eleven*, créée par l'auteur et Julien Touati. Pourtant, les biens matériels circulent également, et contribuent à distance à construire une mémoire nostalgique d'un lieu d'origine (Duclos). Il s'agit plus précisément dans ce cas, par le médium de l'art, de redonner une matérialité physique à un lieu détruit et évoqué avec passion ou nostalgie par les exilés.

L'intérêt d'aborder les patrimonialisations par le biais des mobilités permet aussi un pas de côté par rapport à la centralité habituelle de l'Unesco [Bortolotto, Berliner, 2013]. Si l'institution internationale est mentionnée dans plusieurs contributions (Apprill, Rinaudo, Roda), d'autres soulignent aussi les défis que posent la mobilité et le caractère transnational des biens patrimoniaux aux procédures de reconnaissance patrimoniales classiques, celles-ci débordant le cadre des États signataires. Alors que les inscriptions d'un même bien par plusieurs pays (le bien est alors qualifié de transfrontalier, ou transfrontalier en série [Unesco, 2010])

remettent en cause la notion de patrimoine national, à l'instar des cercles mégalithiques de Sénégambie, les références à un lieu d'origine et à un territoire de référence, comme les modalités d'inscription, rendent encore difficile ce type d'inscription. La déterritorialisation d'une pratique et les décalages qu'elle entraîne entre sa représentation patrimoniale unescoienne et les dimensions agissantes sont ainsi mis en avant par Christophe Apprill qui montre, dans le cas du tango, que la circulation implique une relative déconnexion entre les dimensions musicale et dansée de la pratique (cette dernière se « vendant mieux » en dehors de l'Argentine). Ce constat, au-delà de la difficulté à intégrer les formes de territorialisation, déterritorialisation et circulation des pratiques patrimoniales révèle, une fois de plus, la tension entre une acception du patrimoine en termes de tradition fixe et la prise en compte de son caractère évolutif et de ses transformations lorsqu'il circule.

D'autres pratiques sont sorties de leurs contextes rituels ou religieux pour devenir de simples symboles, que ce soit celui d'un attachement aux « sources » ou à des formes d'altérité valorisées sur le marché international (Aterianus). Ces resignifications, resémantisations, qui impliquent des transformations dans les pratiques elles-mêmes, ne vont pas sans poser la question de l'authenticité ou des « bonnes manières de faire » patrimoine (Rinaudo). Les frontières de la requalification patrimoniale restent d'ailleurs souvent assez vagues. Dans la plupart des cas, les objets patrimonialisés semblent recouvrir toutes les caractéristiques de signifiant flottant à la croisée du patrimonial, de l'économique, du touristique, de l'artistique ou du travail social. Cette ambivalence peut s'expliquer par des stratégies d'acteurs qui ont plus ou moins intérêt à mobiliser une sémantique patrimoniale selon les contextes et les interlocuteurs. Émilie Francez montre ainsi comment le hammam est construit comme bien patrimonial, puis lieu de mémoire à Marseille. Si ce terme semble faire sens pour les actrices de l'association marseillaise à l'initiative du projet décrit ici, toutes professionnelles du patrimoine et de la culture, il semble moins évident pour les usagers du hammam aux statuts sociaux et aux trajectoires de vie très divers. Le recours à la notion d'authenticité, finalement, plutôt qu'à celle de patrimoine, par Alexandra Clavé-Mercier montre également la confrontation des représentations de la pratique musicale telles qu'elles circulent entre les promoteurs associatifs, les musiciens, la presse locale, la France et la Bulgarie. C'est justement cette ambivalence des catégories qui permet aux différents acteurs d'intervenir dans l'arène patrimoniale. Cette notion, tirée de l'anthropologie politique et du développement [Bailey, 1971 ; Olivier de Sardan, 1995], qui permet de considérer les processus d'institution du patrimoine comme un lieu de confrontations entre divers groupes stratégiques s'opposant autour d'enjeux communs, a le mérite de faire ressortir les rapports de pouvoir constitutifs à la valorisation des patrimoines [Boulay, 2009 ; Givre, 2012 ; Leblon, 2016].

S'il a depuis longtemps été admis que le patrimoine n'était plus uniquement une affaire de professionnels, l'intention de ce numéro permet aussi d'interroger plus précisément les caractéristiques des acteurs engagés dans ces processus

dépassant l'échelle d'un territoire circonscrit et leurs liens avec les institutions patrimoniales nationales ou internationales afin de poser la question de leur légitimité à faire patrimoine. Les contributions révèlent des profils variés : les professionnels du patrimoine, de la culture et de l'art (Hémond) et les pouvoirs publics sont toujours présents, mais les contributions révèlent également le rôle d'acteurs agissant de manière plus ou moins organisée : artistes (Hémond, Aterianus, Rinaudo, Roda), associations culturelles et immigrés (Garnier et Leblon), mais aussi entrepreneurs privés n'appartenant pas à la communauté des migrants (Duclos), etc. Les stratégies adoptées sont plurielles : oscillant entre la demande de reconnaissance nationale ou internationale par l'entrée dans une institution ou l'obtention d'un label (Condevaux, Dumont, Hémond) et des stratégies d'évitement visant à garder le contrôle de leurs pratiques (Rinaudo). C'est à une lecture politique des patrimonialisations que nous invitent la plupart des contributeurs en analysant le déploiement des réseaux, les tensions émergentes de la circulation des savoirs et des échanges entre acteurs, la confrontation des discours.

Tout en proposant ces ouvertures vers le transnationalisme et la mobilité, nous nous inscrivons dans la continuité de travaux qui mettent l'accent sur les conflits qui entourent la définition du patrimoine [Bondaz, Isnart, Leblon, 2012]. Les conflits dont il est question dans ce numéro s'inscrivent dans des jeux d'échelle variés : ils peuvent opposer un mouvement nationaliste transnational confronté à sa non-reconnaissance par l'État d'origine (Garnier, Leblon) ou des groupes marginalisés dans leur pays d'installation, qui peuvent trouver dans le patrimoine une visibilité nouvelle ou des formes de reconnaissance, parfois dans des actions mêlant action culturelle et travail social. Alexandra Clavé-Mercier montre ainsi comment un orchestre rom est créé par des acteurs associatifs soucieux de lutter contre l'exclusion et la marginalité de ce groupe en France. Émilie Francez revient elle aussi sur un projet de valorisation du hammam entre action sociale et culturelle destinée aux populations originaires du Maghreb et un projet politique de mise en valeur problématique de l'immigration à Marseille. Les contributions à ce numéro prolongent donc les interrogations évoquées précédemment sur la reconnaissance de populations minoritaires à travers les processus de patrimonialisation. On voit cependant que cette reconnaissance n'est pas simplement synonyme de revalorisation : elle s'inscrit dans des rapports de pouvoir asymétriques (Condevaux) et elle peut se traduire par des formes d'essentialisation, comme dans le cas étudié par Alexandra Clavé-Mercier où la mise en valeur d'une identité stigmatisée passe par la construction d'une authenticité patrimoniale. Comme le montre Stéphanie Geneix-Rabault, les discriminations – et donc la question de la reconnaissance par l'affirmation de pratiques artistiques spécifiques – ne naissent pas uniquement de mobilités internationales. Dans le contexte colonial de la Nouvelle-Calédonie, ce sont les mobilités locales des Kanaks vers la ville de Nouméa qui font naître le sentiment d'exclusion et donc, la « rage de reconnaissance » pour sa culture, pour reprendre les termes de l'un des interlocuteurs de l'auteure.

Une réflexion sur les patrimonialisations et les mobilités ne pouvait faire l'impasse sur les mobilités touristiques, qui sont un facteur puissant de

patrimonialisation [Noppen, Morisset, 2005 ; Gravari-Barbas, 2009, p. 76]. Alors que les politiques patrimoniales sont souvent pensées pour préserver les pratiques des influences néfastes de la marchandisation, dont le tourisme [Kirshenblatt-Gimblett, 2006, p. 195], les classifications patrimoniales sont très souvent recherchées comme label permettant une valorisation touristique [Hafstein, 2009, p. 106 ; Hertz, Chappaz-Wirthner, 2012, p. 4], et l'intérêt porté à certains lieux par les touristes ou certaines de leurs pratiques contribuent à redéfinir ceux-ci comme patrimoine, en particulier dans le cas du tourisme dit des racines [Bruner, 1996 ; Legrand, 2006 ; Bachimon].

Les mobilités touristiques, quoique rarement au cœur de l'attention, sont ainsi évoquées dans un grand nombre de contributions, confirmant que tourisme et patrimonialisation font bon ménage (Aprill, Chevalier, Dumont, Rinaudo). Il s'agit aussi bien d'un tourisme pratiqué par des migrants retournant occasionnellement dans leur pays d'origine que par des touristes internationaux. Linda Boukhris montre ainsi qu'un phénomène initié par une circulation internationale de scientifiques conduit à un tourisme interne et international. C'est également ce qui est observé en Mongolie-Intérieure, où la « culture du renne » est coproduite par les éleveurs Évenk, les autorités locales, et les touristes Han (Dumont). Cette analyse est particulièrement intéressante dans la mesure où elle est la seule du numéro à souligner les effets de la patrimonialisation sur les mobilités, la mise en tourisme obligeant les éleveurs Évenk à adapter leurs trajectoires de nomadisation. La mobilité devient donc « une stratégie pour bénéficier des retombées économiques du tourisme ». Dans ce cas, contrairement aux contextes migratoires, la patrimonialisation ne traduit pas un processus de communalisation [Bertheleu, 2014], mais la construction de formes d'altérité dont le tourisme est demandeur. Le patrimoine acquiert donc la double propriété d'emblème identitaire pour les sociétés locales et d'objet de curiosité pour les visiteurs. Il en va autrement dans le cadre d'un tourisme des racines ou tourisme généalogique, comme celui des descendants des juifs de Rhodes déportés durant la Seconde Guerre mondiale [Sintès, 2010]. Bien que ce tourisme ne crée pas de patrimoine commun à la diaspora juive et aux habitants actuels de Rhodes – il révèle au contraire des divergences, voire des tensions et des incompréhensions, dans le rapport à la ville et à son passé –, les touristes n'en sont pas moins en quête de leur identité. Ces processus questionnent par ailleurs les catégories et les oppositions habituellement utilisées dans les études du tourisme (en particulier, entre, exotique/familier, altérité/identité) : les déplacements ne sont pas nécessairement motivés par la recherche d'une forme d'altérité, alors que les amateurs de tango (Aprill) ou de jaracho (Rinaudo) qui introduisent ces pratiques étrangères dans leurs lieux de vie rendent l'exotique familier.

L'analyse des productions patrimoniales en mobilité soulève enfin des questions de méthode. Les articles rassemblés dans ce numéro thématique confirment l'importance de l'enquête multisituée. Ils laissent voir la manière dont les chercheurs suivent des personnes, des objets, des idées, des symboles ou encore des signes, des conflits et tracent des juxtapositions, des connexions entre divers lieux

[Marcus, 1995], les obligeant à renouveler les outils classiques d'observation et d'analyse, souvent monographiques, des pratiques de classement, d'inventaire, de labellisation. Contre l'idée selon laquelle l'enquête multisituée fait courir le risque de produire des descriptions appauvries, la plupart des contributions à ce numéro révèlent que le suivi d'un objet dans ses différents déplacements, physiques ou non, et à travers les réseaux qu'il emprunte, n'est pas contradictoire avec une ethnographie fine et de longue durée. C'est, par exemple, forte d'une expérience d'enquête de plus d'une vingtaine d'années sur la création graphique sur papier d'écorce au Mexique puis aux États-Unis, qu'Aline Hémond peut aujourd'hui analyser la rencontre entre des acteurs réseaux (artistes indigènes) et des amateurs, collectionneurs, anthropologues et institutions transnationales qui ont permis la reconnaissance et la patrimonialisation de ces peintures. Ce choix de suivre un objet, une pratique, des acteurs dans leurs réseaux et circulations s'est également imposé pour Christian Rinaudo après de premiers travaux localisés de longue durée. L'évolution des terrains, autant que le renouvellement de thématiques scientifiques participent à la naissance d'une attention accrue aux effets des mobilités. Ces exemples donnent à penser que le temps de l'enquête, plus que l'espace, est déterminant pour sa qualité.

D'autres contributions montrent qu'étudier les mobilités n'oblige pas nécessairement le chercheur à se déplacer lui-même. On peut observer, d'un point fixe, les tensions et les flux qui traversent un « local » (Geneix-Rabault), en particulier si l'étude des mobilités est effectuée *a posteriori* (Boukhris). Les biographies d'acteurs-réseaux⁶ ou acteurs nodaux [Argyriadis, de la Torre, 2012 ; voir Hémond, dans ce dossier] éclairent la manière dont ceux-ci mettent en contact d'autres acteurs, voire des mondes, ou du moins des systèmes de représentation et des univers de codes différents. Enfin, l'usage de données issues d'Internet favorise sans doute l'immobilité du chercheur dans l'étude des phénomènes transnationaux. L'usage de telles données, qui intervient dans plusieurs recherches présentées ici (Roda, Rinaudo, Apprill) pose de nombreuses questions : comment procéder à la recontextualisation de ces données (profil des acteurs sociaux, etc.) ? Comment le chercheur se présente-t-il sur ces terrains d'où le face-à-face est absent ? On voit que les données recueillies sur Internet ne remplacent pas, dans les travaux présentés dans le cadre de ce numéro en tout cas, un terrain en présentiel, mais qu'elles viennent le compléter. De nombreuses questions restent donc ouvertes, et plutôt que de clore un sujet que certains penseraient suffisamment traité, ce numéro thématique, nous l'espérons, alimentera de nouvelles perspectives de recherche.

6. Voir la définition qu'Aline Hémond donne dans ce dossier : ce sont des acteurs qui, du fait d'une capacité particulière de réactivité et de connectivité sont porteurs de contacts et de ressources symboliques leur permettant de connecter des mondes sociaux qui s'ignoraient jusqu'alors.

Bibliographie

- ADELL N., BENDIX R.F., BORTOLOTTI C., TAUSCHEK M. (dir.) [2015], *Between imagined communities and communities of practice. Participation, territory and the making of heritage*, Göttingen, Université de Göttingen.
- APPADURAI A. (dir.) [2005], *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la mondialisation*, Paris, Payot.
- APPADURAI A. [1986], *The social life of things. Commodities in cultural perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ARGYRIADIS K., DE LA TORRE R. [2012], « Présentation générale et méthodologie : les enjeux de la mobilité », in ARGYRIADIS K., CAPONE S., DE LA TORRE R., MARY A. (dir.), *Religions transnationales des Suds*, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan-Academia.
- BACHIMON P., DERIOZ P. [2010], « Tourisme affinitaire. Entre revitalisation et dénaturaion des territoires », *Téoros*, vol. 29, n° 1, p. 8-16.
- BAILEY F.C. [1971], *Les Règles du jeu politique*, Paris, PUF.
- BARBE N., CHAULIAC M. [2014], *L'Immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- BAROU J. [2000], « Lieux de mémoire de l'immigration », *Écartés d'identité* : www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/6_1_2.pdf (page consultée le 25 septembre 2016).
- BASCH L., GLICK-SCHILLER N., SZANTON BLANC C. [1994], *Nations unbound : transnational projects, postcolonial predicaments, and deterritorialized Nation-States*, New York (N. Y.), Gordon and Breach.
- BAUSSANT M. [2002], *Pieds-noirs. Mémoires d'exils*, Paris, Stock.
- BELKACEM L. [2013], « Jeunes descendants d'immigrants ouest-africains en consultations ethnocliniques : migrations en héritage et mémoire des "origines" », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 1, p. 69-89 : <http://remi.revues.org/6277> (page consultée le 29 juillet 2013).
- BERLINER D. [2010], « Anthropologie et transmission », *Terrain*, n° 55, p. 4-19.
- BERLINER D., BORTOLOTTI C. (dir.) [2013], « Introduction. Le monde selon l'Unesco », *Gradhiva*, n° 18, p. 4-21 : <http://gradhiva.revues.org/2696> (page consultée le 9 décembre 2013).
- BERTHELEU H. (dir.) [2014], *Au nom de la mémoire. Le patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.
- BONDAZ J., ISNART C., LEBLON A. [2012], « Au-delà du consensus patrimonial : résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations*, vol. 61, n° 1, p. 9-21.
- BONDAZ J., ISNART C., GRAEZER BIDEAU F., LEBLON A. [2014], *Les Vocabulaires Locaux du « patrimoine ». Traductions, négociations et transformations*, Zürich, Lit Verlag.
- BORDES-BENAYOUN C. [2012], « La diaspora ou l'ethnique en mouvement », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 28, n° 1, p. 13-31.
- BORTOLOTTI C. [2011], « Le trouble du patrimoine culturel immatériel », in BORTOLOTTI C. (dir.), *Le Patrimoine Culturel Immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 21-43.
- BOUILLON F., SEVIN J.-C. [2007], « Introduction : migrations et patrimonialisations en débats », *ethnographiques.org*, n° 12 : www.ethnographiques.org/spip.php?page=article&id_article=296 (page consultée le 23 mai 2016).

- BOULAY S. [2009], « Culture nomade *versus* culture savante. Naissance et vicissitudes d'un tourisme de désert en Adrar mauritanien », *Cahiers d'études africaines*, vol. 49, n° 193-194, p. 95-121.
- BRUNER E.M. [1996], « Tourism in Ghana », *American anthropologist*, n° 98, p. 290-304.
- CAPONE S. [2015], « Connexions diasporiques. Réseaux artistiques et construction d'un patrimoine culturel "afro" », in CAPONE S., MORAIS M.R. (DE) (dir.), *Afro-patrimoines. Culture afro-brésilienne et dynamiques patrimoniales, Les carnets du Lahic*, n° 11, p. 238-265.
- CIARCIA G. [2003], *De la mémoire ethnographique. L'exotisme en pays dogon*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CIARCIA G. [2006], *La Perte Durable. Étude sur la notion de « patrimoine immatériel ». Les carnets du Lahic*, n° 1 : www.lahic.cnrs.fr/IMG/pdf/Ciarcia_perte_durable-2.pdf (page consultée le 7 juillet 2011).
- CIARCIA G. [2008a], « Restaurer le futur. Sur la route de l'Esclave à Ouidah (Bénin) », *Cahiers d'études africaines*, n° 192, p. 687-705.
- CIARCIA G. [2008b], « Rhétoriques et pratiques de l'inculturation. Une généalogie "morale" des mémoires de l'esclavage au Bénin », *Gradhiva*, n° 8, p. 29-47.
- CLAVAIROLLE F. [2014], « Faire le patrimoine. Introduction au processus contemporain de patrimonialisation », in BERTHELEU H. (dir.), *Au nom de la mémoire. Le patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p. 51-83.
- COHEN A. [2007], « Quelle histoire pour un musée de l'immigration à Paris ? », *Ethnologie française*, n° 37, p. 401-408.
- COLLOMB G. [1998], « En Guyane : "ethnologie" ou "patrimoine" ? », *Terrain*, n° 31 : <http://terrain.revues.org/3147> (page consultée le 25 septembre 2016).
- DUMONT A. [2014], « Mémoires, territoires et mobilités », in BERTHELEU H. (dir.), *Au nom de la mémoire. Le patrimoine des migrations en région centre*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p. 85-90.
- DUMONT A., GARNIER J. [2012], « Patrimoines des migrations. États des lieux, situations et perspectives », in FOURNIER L.S., CROZAT D., BERNIE-BOISSARD C., CHASTAGNER C. (dir.), *Patrimoine et désirs d'identité*, Paris, L'Harmattan, p. 75-89.
- FABBIANO G. [2007], « Écritures mémorielles et crise de la représentation : les écrivains descendants de harkis », *Amnis*, n° 7, s.p. : <http://amnis.revues.org/831> (page consultée le 17 juillet 2012).
- FABBIANO G. [2009], « Mémoires familiales en question », *Projet*, vol. 4, n° 31, p. 49-57.
- FABRE D., IUSO A. (dir.) [2010], *Les Monuments sont habités*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme.
- FESCHET V., ISNART C. (dir.) [2013], « Pays perdus, pays imaginés », vol. 43, n° 1, *Ethnologie française*, 182 p.
- FOURCADE M.-B., LEGRAND C. (dir.) [2008], *Patrimoines des migrations, migrations des patrimoines*, Québec, Presses universitaires de Laval.
- FOGEL F. [2007], « Mémoires mortes ou vives. Transmission de la parenté chez les migrants », *Ethnologie française*, vol. 37, n° 3, p. 509-516.
- GIVRE O. [2012], « Savoirs et pouvoirs, stratégies et tactiques dans l'"arène patrimoniale" », *Civilisations*, vol. 61, n° 1, p. 103-120.
- GRAVARI-BARBAS M. [2009], « Entre mise en tourisme et affirmation culturelle. La mise en valeur des patrimoines africains américains », in OROGET DU CLUZEAU C., TOBELEM J.-M. (dir.), *Culture, tourisme et développement, les voies d'un rapprochement*, Paris, L'Harmattan, p. 75-102.

- GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRES V. [2003], « Patrimoine, derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in MELE P., LARRUE C., ROSEMBERG M. (dir.), *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p. 67-82.
- GUEDJ P. [2009], « Africain, Akan, Panafricain et Afro-américain », *Civilisations*, vol. 58, n° 1 : <http://civilisations.revues.org/pdfindex1925.html> (page consultée le 25 septembre 2016).
- HAFSTEIN V. [2009], « Intangible heritage as a list. From masterpieces to representation », in SMITH L., AKAGAWA N. (dir.), *Intangible heritage*, Londres, Routledge, p. 93-108.
- HARTOG F. [1998], « Patrimoine et histoire : le temps du patrimoine », in ANDRIEUX J.-Y. (dir.), *Patrimoine et société*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, p. 3-17.
- HARVEY D.C. [2001], « Heritage pasts and heritage presents : temporality, meaning and the scope of heritage studies », *International journal of heritage studies*, vol. 7, n° 4, p. 319-338.
- HEINICH N. [2009], *La Fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- HERTZ E., CHAPPAZ-WIRTHNER S. [2012], « Introduction. Le patrimoine a-t-il fait son temps ? », *Ethnographiques.org*, n° 24 : www.ethnographiques.org/Numero-24-juillet (page consultée le 19 octobre 2012).
- HOBBSBAWM E., RANGER T. [1983], *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HOVANESSIAN M. [1998], « La notion de diaspora. Usages et champ sémantique », *Journal des anthropologues*, n° 72-73, p. 11-30 : <http://jda.revues.org/2696> (page consultée le 6 mars 2012).
- ISNART C., LEBLON A. (dir.) [2012], « Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations*, vol. 61, n° 1, p. 9-21.
- ISNART C. [2012], « Les patrimonialisations ordinaires. Essai d'images ethnographiques », *Ethnographiques.org*, n° 24 : www.ethnographiques.org/2012/Isnart (page consultée le 25 septembre 2016).
- ISNART C., CATRINA S. (dir.) [2014], « Circulating heritage : mediation and recycling of the cultural heritage items, devices and values », *Cultura. International Journal of Philosophy of Culture and Axiology*, vol. 11, n° 2.
- JEUDY H.-P. [1990], *Patrimoines en folie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- KIRSHENBLATT-GIMBLETT B. [2006], « World heritage and cultural economics », in KARP I., KRATZ C.A., SZWAJA L., YBARRA-FRAUSTO T. (dir.), *Museum Frictions. Public cultures/global transformations*, Durham (N. C.), Duke University Press, p. 161-202.
- LEBLON A. [2016], *Dynamiques patrimoniales et enjeux pastoraux en milieu peul. Les fêtes de transhumance yaaral et degal au Mali*, Paris, L'Harmattan.
- LEE H. [2011], « Rethinking transnationalism through the second generation », *The Australian journal of anthropology*, vol. 22, n° 3, p. 295-313.
- LEGRAND C. [2006], « Tourisme des racines et confrontations identitaires dans l'Irlande des migrations », *Diasporas, histoire et sociétés*, n° 8, p. 162-171.
- LES CAHIERS DE FRAMESPA [2007], dossier « Patrimoine et immigration », n° 3.
- LIORE J. [2010], « Les mères, les filles et la cuisine "africaine" en situation de migration (Marseille). Analyse comparative (1998-2010) », *Hommes et migrations*, n° 1286-1287, p. 178-188.
- MARCUS G.E. [1995], « Ethnography in/of the world system : the emergence of multi-sited ethnography », *Annual Review of Anthropology*, n° 24, p. 95-117.

- MISRAHI-BARAK J., RAYNAUD C. (dir.) [2014], *Diasporas, cultures of mobility*, « Race », vol. 1, *Diasporas and cultures of migrations*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée.
- MONJARET A., ROUSTAN M. [2012], « Digestion patrimoniale. Contestations autour d'un ancien musée des colonies à Paris », *Civilisations*, vol. 61, n° 1, p. 23-42.
- MORISSET L.K., NOPPEN L. [2005], « Le patrimoine immatériel : une arme à tranchants multiples », *Téoros*, vol. 24, n° 1 : <http://teoros.revues.org/1500> (page consultée le 14 octobre 2012).
- MUSEUM INTERNATIONAL [2007], « Le patrimoine culturel des migrants », vol. 59, n° 233-234.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. [1995], *Anthropologie du développement*, Paris, Karthala.
- PIROTTE G. [2007], *La Notion de société civile*, Paris, La Découverte.
- RAUTENBERG M. [2003], *La Rupture Patrimoniale*, Grenoble, À la Croisée.
- RAUTENBERG M. [2007], « Les “communautés” imaginées de l'immigration dans la construction patrimoniale », *Les Cahiers de Framespa*, dossier « Patrimoine et immigration », n° 3 : <http://framespa.revues.org/274> (page consultée le 25 février 2013).
- RODA J. [2011], « Un mouvement associatif comme nouvel espace de patrimonialisation judéo-espagnole », in DESROCHES M., PICHETTE M.-H., DAUPHIN C., SMITH G.E., *Mise en scène de territoires musicaux : tourisme, patrimoine et performance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 243-259.
- RODET M., REINPRECHT R. [2013], « Éditorial : Mémoires et migrations en Afrique de l'Ouest et en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 1, p. 7-22 : <http://remi.revues.org/6250> (page consultée le 29 juillet 2013).
- SINTES P. [2010], « Retrouver Rhodes », *Téoros*, vol. 29, n° 1, p. 37-45.
- SMITH L. [2006], *Uses of heritage*, Londres, Routledge.
- SPOONLEY P. [2001], « Transnational pacific communities : transforming the politics of place and identity », in PHERSON C. MAC, SPOONLEY P., ANAE M. (dir.), *Tangata o te Moana Nui. The evolving identities of Pacific peoples in Aotearoa/New Zealand*, Palmerston North, Dunmore Press, p. 81-96.
- Unesco [2010], *Comité du patrimoine mondial, 34^e section, rapport sur les propositions d'inscription et les biens en série* : <http://whc.unesco.org/archive/2010/whc10-34Com-9Bf.pdf> (page consultée le 7 décembre 2013).
- ZUCCA MICHELETTO B. [2012], « La migration comme processus : dynamiques patrimoniales et parcours d'installation des immigrés dans l'Italie moderne (Turin au XVIII^e siècle) », *Annales de démographie historique*, n° 2, p. 43-64.